

ACTION D'URGENCE : DÉCLARATION MONDIALE À SIGNER sur la proposition de « Sommet mondial » pour réformer le système financier international.

Merci de signer la déclaration suivante avant JEUDI 28 OCTOBRE, minuit GMT, en cliquant sur <http://www.choike.org/bw2/>

Une FAQ sur les récentes demandes exigeant un sommet mondial sur la crise financière est disponible en ligne sur <http://www.eurodad.org/whatsnew/articles.aspx?id=3008&LangType=1036>

(Disponible seulement en anglais)

Déclaration relative à la proposition de « Sommet mondial » pour réformer le système financier international

Contexte

Ces derniers mois ont vu l'Amérique du nord et l'Europe être touchées par l'une des plus importantes crises financières de leur histoire. La réaction a été tout aussi historique. Pour éviter la récession à la fois régionale et mondiale et restaurer la stabilité et la confiance dans les marchés, les pays du Nord ont enclenché un programme majeur et sans précédent d'interventions gouvernementales, comprenant la nationalisation de banques, l'injection de subventions massives dans les institutions touchées par la récession et l'élaboration d'une nouvelle réglementation de leurs secteurs financiers.

Cette réponse présente un contraste marquant avec l'austérité des politiques néolibérales que la Banque mondiale, le Fond monétaire international (FMI) et les pays développés ont menées vis-à-vis des pays en voie de développement ces trente dernières années. Les gouvernements ont été poussés vers la libéralisation des barrières commerciales, la déréglementation des marchés financiers et du marché de l'emploi, la privatisation des industries nationales, l'abolition des subventions et la réduction des dépenses sociales et économiques, réduisant ainsi d'une manière drastique le rôle de l'état.

Cette politique de deux poids, deux mesures est non seulement inacceptable, mais elle indique aussi l'omniprésence des fondamentalistes du libre-échange. Le marché financier international, son architecture et les institutions financières ont été complètement dépassés par l'envergure de la crise financière et économique. Le marché financier, son architecture et les institutions financières doivent être complètement repensés.

Vers une réponse réellement mondiale à une crise mondiale

Ces dernières semaines, les chefs de file du monde entier se sont accordés à reconnaître les failles du système existant et l'urgence d'organiser des rencontres afin de traiter un ensemble important de propositions visant à réformer le système financier mondial et les institutions financières. Il est devenu évident et impératif de prendre des mesures immédiates pour faire face à la crise, et nous tenons à mettre en évidence la priorité de réponse qui doit être donnée aux impacts touchant les employés et travailleurs ordinaires, les ménages à faible revenu, les retraités ainsi que tous les autres secteurs extrêmement vulnérables. Nous éprouvons cependant une vive inquiétude à ce que les rencontres prévues s'organisent d'une façon précipitée et non inclusive et par conséquent ne puissent pas traiter en profondeur tous les changements nécessaires ni en répartir équitablement les charges.

Bien que la crise se soit déclenchée dans les pays du Nord, les pays en voie de développement sont ceux qui vont en ressentir le plus durement les impacts. Il est par conséquent essentiel que tous les pays puissent avoir leur mot à dire dans le processus de changement de l'architecture financière internationale. Aucune solution durable et équitable pour transformer le système actuel ne pourra surgir d'un sommet préparé précipitamment et excluant de nombreux pays et sociétés civiles. De tels efforts ne feront en fait que saper la confiance publique et priver davantage de leurs droits des pays qui sont d'ores et déjà en train de se tourner vers des solutions régionales plutôt que vers un système financier international plus fort, plus cohérent et plus juste.

Nos requêtes - l'heure d'une refonte essentielle

Nous soussignés, organismes des sociétés civiles, soutenons la transformation fondamentale et radicale du système économique et financier international. Dans le but d'atteindre cet objectif, nous appuyons l'important sommet international convoqué par l'ONU visant la réforme de l'architecture et de la gouvernance monétaire et financière internationale ainsi que celle des institutions financières, si, et seulement si, ce sommet se tient aux conditions suivantes :

1. Qu'il inclue et fasse participer tous les gouvernements du monde.
2. Qu'il inclue les représentants des sociétés civiles, des groupes de citoyens, des mouvements sociaux et de toutes parties prenantes.
3. Qu'il respecte l'échéancier précis d'un processus de consultations régionales, particulièrement pour les secteurs les plus affectés par la crise.
4. Qu'il s'attaque en détail à tous les problèmes de fond et à chaque institution.
5. Qu'il fasse preuve de transparence en rendant publiques les propositions et ébauches de conclusions et en anticipant largement leur préparation avant le sommet.

Afin de commencer à préparer ce sommet mondial, il faudra s'inspirer pleinement des travaux du nouveau groupe d'action de l'ONU détaché pour réformer le système financier mondial, de ceux d'autres instances de l'ONU, ainsi que de la prochaine conférence de l'ONU sur le financement du développement.

Il n'existe pas de solution miracle rapide pour sortir du système actuel qui a favorisé l'instabilité et l'inéquité ni pour rentrer dans un système juste, durable et fiable qui devienne avantageux pour l'ensemble des peuples du monde.

Signataires :

Africa Jubilee South

African Network on Debt and Development

Aktion Finanzplatz, Switzerland

Bank Information Centre, USA

Bretton Woods Project, UK

Campagna per le riforma della Banca Mondiale, Italy

Center of Concern, USA

Debt and Development Coalition Ireland

Dialogo 2000, Argentina

Erlassjahr, Germany

European Network on Debt and Development

Eurostep

Freedom from Debt Coalition - Philippines

Halifax Initiative Coalition, Canada

Indian Social Action Forum, India

INESC Instituto de Estudos Socioeconômicos (INESC), Brazil

Instituto del Tercer Mundo (ITeM), Uruguay

Jubilee Australia

Jubilee Debt Campaign UK

Jubilee South

Jubilee South Americas

Jubilee South - Asia/Pacific Movement on Debt and Development

Jubilee USA

The North-South Institute, Canada

SLUG Norway

Social Watch

Social Development Network (SODNET), Kenya

Tax Justice Network